

Solidarité avec le CIPCRE, victime d'un grave incendie

Deux des bâtiments du siège camerounais du Cercle International pour la Promotion de la Création, situé à Bafoussam, ont été détruits par les flammes au cours du dimanche 7 mars. Le Défap fait part de son soutien au CIPCRE, qui mène depuis trois décennies un travail exemplaire et irremplaçable pour promouvoir le développement durable dans une perspective chrétienne.



Le siège du CIPCRE, avant et après l'incendie : deux bâtiments ont été ravagés © CIPCRE

Les dégâts auxquels fait face le CIPCRE (Cercle International pour la Promotion de la Création) ne sont pas seulement matériels : derrière les deux bâtiments de son siège de Bafoussam, au Cameroun, qui ont été ravagés par les flammes, il y a des années de travail... et une partie de l'histoire de cette ONG qui, depuis 30 ans, marie foi et développement durable dans l'Afrique francophone. Le feu a touché notamment le Centre de Documentation pour le Développement (la mémoire

du CIPCRE), dont le premier étage a été ravagé.

L'incendie a eu lieu le dimanche 7 mars, à la mi-journée. Parti d'un champ voisin, où il avait été allumé par un cultivateur pratiquant la culture sur brûlis, il s'est propagé rapidement aux arbres proches du siège du CIPCRE. Puis aux bâtiments. «Les braises, transportées par le vent, sont allées attaquer le toit de la cantine près de 60 mètres plus loin», raconte le pasteur Jean-Blaise Kenmogné, Directeur général du CIPCRE. Avant de gagner le Centre de Documentation pour le Développement, à 15 m de distance. Deux bâtiments aux toits de chaume, «pour des raisons d'esthétique et culturelles», note encore le pasteur Jean-Blaise Kenmogné, «d'où la facilité d'expansion des flammes qui ont trouvé ici et là un terrain d'autant plus propice que la température ambiante ce jour-là dépassait les 30 degrés.» Par une cruelle ironie, «le CIPCRE, qui lutte contre les feux de brousse, a été victime de cette calamité d'ailleurs interdite par la loi.»

Inventer une «écologie globale» où l'humain ait sa juste place

À l'origine du CIPCRE, il y a un contexte : celui de la «vague de démocratisation» (selon l'expression de Samuel Huntington) que connaissent au début des années 90 nombre de pays africains, avec la multiplication des conférences nationales ; une effervescence qui va de concert avec une profonde crise qui touche alors tous les aspects des sociétés des pays concernés : crise sociale, morale, économique, culturelle, spirituelle et environnementale. Jean-Blaise Kenmogné, alors de retour au Cameroun après des études de théologie en France, assiste à la fois à cette montée des revendications pour plus de liberté, de justice sociale, et à la désorganisation qui touche parallèlement les services publics... à commencer par celui du ramassage des ordures, qui s'accumulent partout dans les rues. Comment réconcilier ces aspirations avec un développement respectueux de la création, comment inventer une

«écologie globale» où l'humain puisse trouver sa juste place ? Ces interrogations, il les partage tout d'abord avec des amis enseignants et théologiens à travers un Cercle de lecture écologique de la Bible, avant que les réflexions ne fassent place à l'action avec la création du CIPCRE à Bafoussam, chef-lieu du département de la Mifi et de la région de l'Ouest du Cameroun. Avec très tôt des actions très concrètes : mise en place d'un programme de compostage des ordures, soutien à la fertilisation des sols victimes de la surexploitation, reboisement communautaire... Ce sont bientôt des centaines d'artisans mobilisés dans le domaine de la récupération, des milliers de paysans qui se retrouvent engagés avec le CIPCRE.

Parallèlement, des associations baptisées «Cercles des amis du CIPCRE» se créent dans plusieurs pays africains dont le Bénin. Le CIPCRE-Bénin sera officiellement créé en 1995, avec un programme de recyclage de déchets métalliques grâce à l'appui de forgerons et ferblantiers locaux, puis un programme d'éducation à l'environnement et un projet de Promotion de la Gouvernance Environnementale Locale qui vise à développer l'écocitoyenneté.

Mais pour vaincre les pesanteurs et les réticences des institutions locales, le soutien des partenaires étrangers aura été bien souvent décisif : celui des coopérations protestantes suisse, allemande et néerlandaise, celui du Défap... Jean-Blaise Kenmogné est ainsi un ami de longue date du Service protestant de mission, avec lequel il a également entretenu des liens à travers le Secaar, réseau d'Eglises et d'ONG qui poursuit le même but de développement durable dans une perspective chrétienne. Face aux graves destructions qu'a subi le siège du CIPCRE à Bafoussam, l'appui de ces partenaires sera une nouvelle fois crucial ; et le Défap veut témoigner de son soutien et de sa solidarité, et souligner l'aspect nécessaire et irremplaçable de l'œuvre accomplie depuis 30 ans par le CIPCRE.

Europe, se convertir à la mission ?

Ce numéro 80 de *Perspectives Missionnaires*, unique revue de missiologie protestante dans le monde francophone, s'attache aux questionnements auxquelles la mission fait face dans le contexte européen. Un dossier préparé par Gilles Vidal, Doyen de la Faculté de théologie protestante de Montpellier.



Photo de couverture du n°80 de Perspectives Missionnaires © PM
« Que signifie l'expression tant débattue des « racines chrétiennes de l'Europe » ? Quel regard peuvent porter des

missionnaires étrangers sur le contexte européen que l'on dit « déchristianisé » ? Et cette prétendue « déchristianisation », ne serait-elle pas l'envers d'une christianisation largement fantasmée ? Quelles nouvelles voies la mission devrait-elle emprunter en France et en Europe et quel public « cible » viser ? L'évangélisation serait-elle la clé pour revitaliser de vieilles traditions chrétiennes ou au contraire pour inventer de nouvelles formes de chrétienté ? »

Gilles Vidal

Le dossier

Tout d'abord, qu'est-ce qui relie le missionnaire d'hier à celui d'aujourd'hui ? Pour tenter d'y répondre, c'est à un voyage interstellaire que nous convie Gilles Vidal, en quête de constantes de la figure du missionnaire à travers les âges.

J. G. Gantenbein nous invite à revenir sur le processus historique qui a conduit à une séparation entre mission intérieure et mission extérieure (ou encore entre évangélisation et mission) puis sur l'adoption, au cours des années soixante, du paradigme de « la mission de partout vers partout ». Mais la pratique missionnaire peut-elle faire l'économie de tout critère « géographique » ?

Missiologue catholique, François-Xavier Amherdt nous propose un parcours à travers les différentes encycliques sur la mission et en particulier *Evangelii Gaudium* (2013) du pape François sur l'annonce de l'Évangile dans le monde d'aujourd'hui.

Une illustration concrète de nouvelles voies pour la mission nous est offerte avec un article de Gwenaël Boulet sur l'implantation d'un nouveau lieu de témoignage à Créteil, en banlieue parisienne, au sein de l'Église protestante unie de France.

Le sommaire de ce n°80

I **Carte blanche à** Benjamin Simon

Dossier :

Europe, se convertir à la mission ?

- 5 **Introduction** par Gilles Vidal
- 7 **L'évolution de la figure du missionnaire dans l'histoire**
par Gilles Vidal
- 23 **Mission *ad extra* - mission *ad intra***, par Jean-Georges Gantenbein
- 41 **Missionnaire missionné, ou le cibleur « ciblé »**,
par François-Xavier Amherdt
- 59 **Créteil : retour sur une implantation de paroisse.**

Rubrique

65 **Lectures**

Pauline Jaricot 1799 - 1862 de Catherine Masson, Paris, Le Cerf, 2019, 522 p.
par Jean-Marie Aubert

Enfance, jeunesse et missions chrétiennes (XIX^e - XXI^e siècle) sous la direction
d'Emile Gangnat, Anne Ruolt, Gilles Vidal, Paris, Karthala 2020,
par Jean-François Zorn

Couverture : baptême anglican par l'archevêque de York. © Psephizo

« Perspectives Missionnaires », revue de missiologie de référence

Il ne suffit pas de vouloir témoigner ; encore faut-il savoir comment s'y prendre. C'est l'un des grands défis de la Mission aujourd'hui, dans un monde changeant, travaillé par une mondialisation qui érige souvent plus de murs qu'elle n'abat de frontières. Voilà pourquoi la Mission a besoin de lieux de débats et d'espaces de réflexion. C'est le rôle que joue depuis plus de trente-cinq ans [Perspectives missionnaires](#), unique revue protestante de missiologie de langue française.

Née en 1981 dans la mouvance évangélique, à une époque de remise en question des modèles missionnaires, elle s'est élargie aux différents acteurs francophones de la mission dans le monde protestant et avec une ouverture oecuménique. Elle est actuellement gérée par une association indépendante et s'appuie sur plusieurs organismes de mission de Suisse et de France (DM-échange et mission, et le Défap, avec lesquels elle entretient des partenariats étroits), et depuis fin 2017 la Cevaa.

Centrafrique : l'étau de Bangui, appels religieux à la paix

Alors que l'ONU a mis en garde contre le risque de pénuries à Bangui, dont les groupes rebelles ont coupé les principales voies d'approvisionnement, des offensives gouvernementales ont permis de reprendre du

terrain. Face à ces violences grandissantes dont la population est la principale victime, l'Église catholique a lancé un appel au dialogue. Dans ce pays où les structures sont détruites et les institutions défaillantes, les Églises représentent l'une des rares forces capables d'aider à reconstruire le vivre ensemble.



Patrouille de la Minusca (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République Centrafricaine) © DR

Face aux tentatives des groupes rebelles d'asphyxier Bangui, les forces armées centrafricaines (les Faca) s'efforcent de desserrer l'étau : en ce 25 janvier, le gouvernement a annoncé deux opérations qui auraient permis de reprendre le village de Boyali, à 90 km de la capitale, et surtout la ville de Boda, à 124 km. Le 17, c'était la ville de Bangassou, aux mains des rebelles depuis début janvier, qui avait été reprise sans combats. Ce passage à l'offensive des troupes gouvernementales intervient après des attaques coordonnées lancées jusque dans Bangui même, qui avaient été repoussées à la mi-janvier. Depuis décembre, les rebelles de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) ont commencé à bloquer les trois principales routes permettant d'acheminer de

l'approvisionnement dans la capitale.

Ces groupes, après avoir largement entravé les opérations de vote lors de la présidentielle, contestent désormais la réélection du président Touadéra, qui a obtenu 53,16% des voix mais au terme d'un scrutin où deux électeurs sur trois n'ont pu voter. Depuis le 21 janvier, l'ensemble du territoire est sous état d'urgence pour une durée de 15 jours. L'émissaire de l'ONU en Centrafrique, Mankeur Ndiaye, déplorant une «grande désertion» des forces de sécurité centrafricaines, a réclamé au Conseil de sécurité une «augmentation substantielle» du nombre de Casques bleus déployés dans le pays, et du matériel militaire. Mais d'autres renforts sont déjà présents sur place : désormais, aux 12.000 militaires de la force de maintien de la paix de la mission de l'ONU en Centrafrique (Minusca) présents depuis 2014, s'ajoutent des centaines de soldats rwandais et paramilitaires russes envoyés à la rescousse du président Touadéra.

Le rôle clé des Églises dans un pays ravagé

Le CPC présente une alliance improbable de groupes, dont certains se sont combattus ces dernières années. Parmi eux se trouvent des groupes armés du nord de la RCA qui composaient auparavant la Séléka – l'alliance qui a renversé le gouvernement de François Bozizé en 2013, déclenchant des années de conflit. Il comprend également des milices anti-Balaka, que Bozizé est soupçonné d'avoir contribué à mettre en place en 2013 pour combattre la Séléka. L'ex-président, qui a été empêché de se présenter aux urnes de décembre par la Cour constitutionnelle, fait actuellement l'objet d'une enquête du parquet pour avoir soutenu le CPC. Tous les groupes composant cette coalition se partagent de fait plus des deux-tiers du territoire, où ils contrôlent les très lucratives filières de l'or et des diamants, et rackettent la population. Des avantages bien plus importants que ceux que pouvait leur

apporter l'accord de Khartoum, huitième tentative en date de trouver un chemin de stabilisation du pays, qui offrait pourtant à divers chefs de guerre des postes au sein du gouvernement. Et les ressources tirées des divers trafics pourraient aussi leur offrir les moyens, à terme, d'une attaque d'envergure sur Bangui.

Conséquence de cette hausse des violences, la situation des civils – dans un pays où une personne sur quatre était déjà déplacée à l'intérieur du pays ou vivant en tant que réfugiés à l'étranger – s'est encore aggravée. Et à Bangui, jusqu'alors relativement épargnée, les étals des marchés sont à moitié vides. Le prix des marchandises a grimpé en flèche alors que des centaines de camions restaient bloqués dans la ville frontalière camerounaise de Garoua Boulai – incapables de traverser en raison de la présence rebelle le long de la route principale. L'ONU a mis en garde contre des pénuries de nourriture et de médicaments dans la capitale. En Centrafrique, deuxième pays le plus pauvre du monde, plus d'un tiers de la population (soit 1,9 million de personnes) est déjà confronté à un niveau élevé d'insécurité alimentaire, selon l'ONU.

«La misère du peuple centrafricain est indicible»

Pour maintenir le lien dans le pays, les Églises font partie des rares institutions à rester debout. C'est dans les Églises que beaucoup de familles fuyant les violences vont chercher refuge, comme tout récemment à Bouar, où elles ont accueilli des milliers de personnes qui ne savaient où dormir. Réunis en session plénière du 9 au 17 janvier, les évêques de Centrafrique ont publié un message appelant à la fin des violences, en soulignant : «La misère du peuple centrafricain est indicible.» Présentant ce message commun intitulé : «Lève-toi et marche», l'Abbé Cédric Rodrigue Kongbo Gbassinga, secrétaire général des évêques de Centrafrique, a souligné :

«Nous appelons à un dialogue sincère et franc, fraternel et constructif pour trouver une paix juste et durable en repoussant la haine, la violence et l'esprit de vengeance.»

Au-delà de cet appel des évêques, les diverses religions présentes dans le pays ont tenté de jouer ces dernières années un rôle d'apaisement, notamment à travers la plateforme interreligieuse pour la paix (Interfaith Peace Platform), créée par l'archevêque de Bangui Dieudonné Nzapalainga, le pasteur et président de l'Alliance évangélique Nicolas Guérékoyamé-Gbangou (qui avait été reçu au Défap), ainsi que l'imam et président du Conseil islamique Oumar Kobine Layama, décédé en novembre dernier à 62 ans. Les Églises jouent aussi un rôle irremplaçable de soutien auprès des populations dans ce pays très majoritairement chrétien. Depuis des années, le Défap accompagne notamment l'Église protestante Christ-Roi de Centrafrique (EPCRC), membre de la Cevaa et présente dans la capitale (lire : [Poursuivre l'accompagnement de l'Église à Bangui](#)). Mais il est aussi en lien avec d'autres Églises présentes ailleurs sur le territoire centrafricain, comme l'Église Évangélique Luthérienne de République centrafricaine (EELRCA) ; des relations ponctuelles ont pu aussi s'établir avec d'autres partenaires, également engagés dans les efforts de paix et de reconstruction. C'est le cas par exemple des communautés baptistes, et notamment de l'UFEB (Union Fraternelle des Églises baptistes).

Violences post-électorales en Centrafrique

En République centrafricaine, l'annonce début janvier du résultat de l'élection présidentielle du 27 décembre, et de la réélection dès le premier tour de Faustin-Archange Touadéra, est intervenue dans un contexte de reprise des violences : les groupes rebelles qui contrôlent les deux tiers du territoire ont pris plusieurs villes et provoqué la fuite de dizaines de milliers de personnes. Dans ce pays où les structures sont détruites et les institutions défaillantes, les Églises représentent l'une des rares forces capables d'aider à reconstruire le vivre ensemble. Parmi celles dont le Défap soutient les actions figure ainsi l'Église protestante Christ-Roi de Centrafrique (EPCRC), membre de la Cevaa.



Patrouille de la Minusca (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République Centrafricaine) © DR

Le résultat du vote du 27 décembre a été annoncé le lundi 4

janvier par la commission électorale : Faustin-Archange Touadéra, président en exercice de la République centrafricaine (RCA) et candidat à sa propre succession, a été déclaré réélu dès le premier tour de la présidentielle, avec 53,92% des voix. Se détachant ainsi nettement parmi les 16 candidats qui briguaient la présidence en ordre dispersé, et au sein desquels l'ancien Premier ministre Anicet Georges Dologuélé n'arrivait deuxième qu'avec 21,01% des suffrages exprimés.

Mais ces résultats, qui doivent encore être validés officiellement par la Cour constitutionnelle, sont déjà rejetés par la coalition rebelle qui contrôle de fait plus des deux-tiers du territoire ; les opérations de vote se sont ainsi déroulées dans un pays en proie à une nouvelle offensive de ces groupes armés qui avaient juré de «prendre le contrôle de tout le territoire». Au cours des dernières semaines, les forces rebelles ont pris une série de villes, y compris la ville du sud-est de Bangassou. La capitale, Bangui, reste sous la protection des Forces armées centrafricaines (FACA) – renforcées par des militaires russes et des troupes rwandaises – et des soldats de la paix de l'ONU.

Des élections largement perturbées

Faustin-Archange Touadéra voulait initialement retarder le scrutin présidentiel en raison de la pandémie de Covid-19, mais en a été empêché par la cour constitutionnelle. Plusieurs candidats de l'opposition ont exploité le mécontentement populaire à l'égard de l'accord de paix de Khartoum (le treizième accord de paix en Centrafrique), qui a accordé aux chefs rebelles des postes au gouvernement, malgré les crimes de guerre commis depuis le début de la guerre civile en 2013. Facteur aggravant les tensions, parmi les candidats ayant postulé à la présidence le 27 décembre, figurait l'ancien dirigeant François Bozizé, rentré en RCA fin 2019 après six ans d'exil. Sa candidature a été invalidée par la Cour

constitutionnelle peu avant l'offensive rebelle, et Faustin-Archange Touadéra l'a aussitôt accusé d'être derrière cette «tentative de coup d'État». Conséquence : près de deux ans après la signature de l'accord de Khartoum, le niveau de violence à travers le pays n'a absolument pas diminué, comme le souligne Hans De Marie Heungoup, analyste pour l'Afrique centrale à l'International Crisis Group.

Des milliers de personnes ont été empêchées de voter ou privées de leur carte d'électeur, jamais arrivée en raison de l'insécurité. Dans d'autres régions, le vote n'aurait tout simplement pas pu avoir lieu car des centaines de bureaux n'ont pas ouvert. Selon l'Autorité nationale des élections (ANE), sur 1,8 million d'électeurs enregistrés avant le scrutin, seulement 700.000 Centrafricains se seraient rendus aux urnes. Nombre d'électeurs auraient vu par ailleurs leur bulletin de vote détruit. L'opposition a dénoncé des «fraudes massives» – ce qu'ont fait également de nombreux observateurs étrangers.

Les Églises, artisans de paix

Avec la reprise de ces violences, le HCR, l'agence des Nations Unies pour les réfugiés, estime que 185.000 personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays depuis le 15 décembre, tandis que plus de 30.000 Centrafricains ont fui vers les pays voisins. Mais avant même cette nouvelle offensive des groupes rebelles, la RCA faisait face à l'une des plus graves urgences humanitaires au monde: un Centrafricain sur quatre – quelque 1,2 million de personnes – était déjà déplacé par les années de conflit. Dans de nombreuses régions, l'accès des agences d'aide est difficile et la malnutrition est en hausse car de nombreuses communautés reçoivent peu d'assistance.

Dans ce pays où les structures collectives sont détruites et les institutions défaillantes, les Églises représentent l'une des rares forces capables d'aider à reconstruire le vivre ensemble. Elles jouent un rôle irremplaçable auprès de la

population, aident à panser les plaies de la guerre et plaident pour l'apaisement. Au cours des dernières années, le Défap a tout particulièrement accompagné l'Église protestante Christ-Roi de Centrafrique (EPCRC), membre de la Cevaa et présente dans la capitale (lire : [Poursuivre l'accompagnement de l'Église à Bangui](#)). Parmi ses projets en cours figure ainsi le financement du forage d'un puits à Morija, où a été construite une école. Mais il est aussi en lien avec d'autres Églises qui interviennent dans d'autres régions, dans des conditions tout aussi difficiles et qui ont les mêmes besoins ; c'est notamment le cas de l'Église Évangélique Luthérienne de République centrafricaine (EELRCA), qui compte près de 120.000 membres dont 84 pasteurs, et œuvre principalement dans l'ouest du pays, région déshéritée et instable. Des relations ponctuelles ont pu aussi s'établir avec d'autres partenaires, également engagés dans les efforts de paix et de reconstruction. C'est le cas par exemple des communautés baptistes, et notamment de l'UFEB (Union Fraternelle des Églises baptistes).

Nouveaux défis, nouveaux engagements : le Défap et l'écologie

Le Défap, c'est, depuis 50 ans, une relation entretenue entre Églises au près et au loin. Une relation qui passe par des projets, montés en concertation avec les Églises bénéficiaires et à leur initiative ; et par des envois de personnes qui obéissent à la même logique.

C'est précisément cette logique, et ce fonctionnement en réseau, au sein d'un écosystème d'Églises, qui a conduit le Défap à s'impliquer de longue date dans des projets en lien avec la sauvegarde de la création, bien avant que cette thématique ne donne naissance à des opérations symboliques comme le label Église verte.



De quelle manière l'action du Défap se rend-elle visible dans les Églises ? Par des projets mettant en lien des communautés par-delà les frontières ; par des échanges de personnes – envoyés, boursiers, mais aussi enseignants... La thématique de la sauvegarde de la création, de plus en plus présente dans les préoccupations exprimées par les Églises en France et en Europe, ne semble pas, au premier abord, être typique de la « marque de fabrique » du Défap. Et pourtant...

Depuis sa création en 1971, le Défap est en lien, **en réseau avec de nombreuses Églises du Sud** (Afrique ou Océan Indien) ; or dans ces pays, **les Églises ont un rôle social qui va très au-delà de celui généralement admis pour les Églises en France**. Elles ont leurs écoles, leurs hôpitaux, leurs projets... et occupent des rôles dans la société qui, dans notre pays, reviendraient plutôt au milieu associatif. Les Églises sont donc directement en prise avec les problèmes les plus criants de la société ; et dans de nombreux pays du Sud, les défis climatiques sont, non pas une source d'inquiétude pour

l'avenir, mais un problème majeur aujourd'hui même. On peut penser à la manière dont la désertification progresse dans les régions sud-sahéliennes, aux problématiques de déforestation à Madagascar (aggravées par des trafics encouragés par la corruption ambiante) ou encore à des phénomènes météo extrêmes comme ceux qu'a pu connaître le Mozambique, frappé en 2019 en mars, puis en avril par deux tempêtes dont chacune avait revêtu une ampleur inédite dans l'histoire du pays. De par ces relations, le Défap a été logiquement amené à soutenir des réflexions et des projets directement en prise avec les questions environnementales.

Sauvegarde de la création : comment le Défap s'implique (en vidéo)

Le Défap est ainsi un des **membres fondateurs du Secaar**, (Service chrétien d'appui à l'animation rurale), un réseau de dix-neuf Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe, présent dans une douzaine de pays. Le Secaar cherche à promouvoir l'être humain dans toutes ses dimensions : spirituelle, sociale et matérielle. Ses actions se déploient

selon cinq axes de travail : le développement intégral (considérer l'être humain comme une créature avec des besoins matériels mais également relationnels et spirituels), l'agroécologie (maintenir les équilibres des écosystèmes), le climat et l'environnement (système alimentaire mondial plus juste, avec respect de l'environnement), les droits humains (promotion de la dignité humaine et accès équitable aux ressources), et la gestion de projet (accompagnement et/ou suivi). Des priorités et des axes de travail qui trouvent de forts échos aujourd'hui dans toute la réflexion développée au sein des Églises sur la justice climatique. Au-delà de son soutien aux projets, aux ONG ou aux Églises membres, il cherche à apporter une réflexion théologique aux acteurs de développement et une réflexion sur le développement aux théologiens. Des actions pour lesquelles il travaille en collaboration régulière avec le Défap et son homologue suisse, DM-échange et mission.



Le bureau du Secaar

Au Défap, la préoccupation de la sauvegarde de l'environnement se retrouve aussi à travers divers projets récents : c'est le cas du **soutien apporté à l'association Abel Granier**, qui

intervient en Tunisie sur les problématiques de désertification. L'association apporte son aide à différents acteurs de terrain : exploitations agricoles, coopératives et fermes écoles. Elle soutient aussi des étudiants en agronomie et les aide à s'installer comme agriculteurs sur des terres à réhabiliter. L'association met en œuvre une formation pratique et continue pour une agriculture respectant l'environnement, pour la préservation des sols vivants, et pour le bien être des hommes et des femmes. Cette action de formation s'exerce principalement en Tunisie, car c'est l'un des pays les plus exposés actuellement aux risques aggravants de désertification due au réchauffement climatique : une augmentation des températures de 2 degrés sur les dix dernières années a été constatée (Rapport de la FAO – 2010 et mars 2016), avec une perte de 15 000 ha/an par stérilisation progressive des sols.

C'est encore le cas du **partenariat établi avec l'ALCESDAM**, Association pour la Lutte Contre l'Érosion, la Sécheresse et la Désertification au Maroc, qui depuis trente ans intervient dans les zones de palmeraies de la province de Tata. Il est à noter que l'Église Évangélique du Maroc, partenaire du Défap, est membre fondateur de cet organisme. Ce qui illustre bien le rôle des Églises dans de nombreux pays du Sud en proie aux défis du réchauffement climatique : les défis sociaux concernent directement les Églises...

Le Défap a aussi régulièrement des envoyés au sein du **projet Beer Shéba** à Fatick, au Sénégal, centré sur l'agro-foresterie durable. Ses fondateurs sont Heesuk et Eric Toumieux, présents au Sénégal depuis une vingtaine d'années. Ils ont été envoyés du Défap en VSI de 2009 à 2015 pour Eric et à partir de 2015 pour Heesuk.

Cet aspect de réseau, d'écosystème, d'interactions, explique que le Défap ait pu **inscrire les questions de sauvegarde de la création dans son programme de travail**, sans avoir de manière visible élaboré une réflexion propre sur l'écologie. Le programme de travail établi en 2015, et qui a été prolongé

jusqu'en 2020, énonce ainsi : «*Nous invitons chaque personne, quels que soient ses origines ou son passé, à participer avec nous à la mission de Dieu qui est de travailler à la transformation et à la réconciliation de la Création tout entière, notamment en portant les préoccupations écologiques contemporaines.*»



Le «mini-forum» de Condé-sur-Noireau (septembre 2019)

Cette réflexion sur les enjeux écologiques se retrouve aussi **dans les forums régulièrement organisés par le Défap**. Il y a en moyenne un «grand» forum organisé tous les quatre ans (le prochain, qui aura lieu en avril, tournera autour des enjeux de la mission aujourd'hui) ; et plus récemment, le Défap a initié des «mini-forums» – non pas petits par leur ambition ou leur thématique, mais simplement pour signifier qu'ils sont organisés, non au niveau national, mais au niveau régional ou consistorial. Les préoccupations environnementales y ont toute leur place. C'était déjà le cas lors du «mini-forum» du Défap en région CAR, organisé en octobre 2018 avec le réseau Bible et création. Pratiquement un an plus tard, fin septembre 2019, les questions liées à l'environnement et à la sauvegarde de la

création se sont retrouvées au centre du forum organisé à Condé-sur-Noireau pour la région Normandie, et qui tournait autour d'un thème directement inspiré d'une citation de Gandhi : «Vivre simplement pour que d'autres puissent simplement vivre». L'occasion pour les participants de s'interroger sur leur engagement en faveur de la création. Et sur ses implications concrètes et quotidiennes. Comment avoir un discours qui ne cache pas la gravité des enjeux, mais qui puisse en même temps motiver au lieu de décourager ? Parmi les intervenants chargés d'introduire les débats devant la centaine de participants, on pouvait noter la présence de Martin Kopp, qui a été chargé de plaider de la Fédération luthérienne mondiale pour la «justice climatique» et qui préside aujourd'hui la Commission «Écologie et justice climatique» de la Fédération Protestante de France.

Un fonds de solidarité Covid-19

Si les milieux des Églises ont su trouver des moyens de s'adapter au contexte de la crise sanitaire, maintenir les relations par-delà les frontières reste un défi. L'imagination et les capacités d'adaptation ne suffisent pas toujours. Car pour maintenir les liens avec des partenaires hors de France, encore faut-il que ces partenaires eux-mêmes survivent à la crise. C'est précisément l'objet de ce fonds de solidarité dont s'est doté le Défap.



Un étudiant de l'UPRECO et sa famille. L'UPRECO, partenaire du Défap, est une Université protestante présente à Kananga (RDC)

© Défap

Les commerces de proximité, les entreprises ne pouvant recourir au télétravail, les relations de voisinage, l'aide aux plus fragiles : la liste serait interminable de toutes les activités, de tous les secteurs frappés par la pandémie de Covid-19. Avec, en réponse à cette crise inédite, de nouvelles solidarités qui se mettent en place... Les Églises ne font pas exception. Les restrictions imposées par les mesures sanitaires ont empêché les réunions, stimulant les autres modes de mise en relation : pour ne citer qu'un exemple, certaines, déjà présentes sur internet avec des cultes en ligne, ont vu leur nombre de connexions décupler, atteignant ainsi des publics inédits... «Si la crise sanitaire a profondément déstabilisé les cultes et leurs fidèles, souligne ainsi un [rapport sénatorial du 2 juillet 2020](#), elle a aussi révélé une grande capacité d'adaptation aux circonstances et

d'imagination, afin de conserver le lien entre les membres de la communauté (...) Bien plus significative est la mobilisation des fidèles, communautés locales, associations caritatives ou établissements d'enseignement pour venir en aide aux personnes les plus fragiles tout au long du confinement.»

La crise a néanmoins accru les fragilités, en France comme ailleurs. De nombreux acteurs du monde associatif ont vu leurs projets stoppés... et leurs financements suspendus. Or, pour beaucoup d'associations, le soutien aux projets participe aussi aux frais de personnel : sans projet financé, celles et ceux qui sont censés les gérer risquent de ne plus être payés... Voilà pourquoi, dans notre pays, en plein confinement, le Premier ministre avait diffusé une [circulaire rappelant le rôle de soutien aux associations des autorités publiques](#), et définissant des règles de bonnes pratiques de gestion des subventions. La plateforme d'ONG Coordination Sud, dont est membre le Défap, vient pour sa part de [lancer une campagne pour interpeller les députés](#) sur les besoins des associations.

La crise sanitaire et ses conséquences financières



Un autre partenaire du Défap : aperçu des bâtiments de la faculté de théologie de Kaélé (Cameroun) © Défap

Ce qui est vrai en France l'est d'autant plus au-delà de nos frontières. Et nombre de partenaires du Défap connaissent des situations au moins aussi dramatiques. Avec comme facteur aggravant, le plus souvent, l'absence de financements publics. La crise sanitaire a ainsi frappé bien plus brutalement certaines Églises du Sud. Pour une œuvre d'Église (dans le domaine de la santé, par exemple) dépendant de financements internationaux, l'arrêt de ces financements pour cause de projets suspendus a pu avoir des effets dramatiques. Même problème pour des centres de formation théologique dont le financement est assuré par les frais d'inscription des étudiants – étudiants qui n'ont pu être accueillis en cette période de crise... Voilà pourquoi le Défap s'est doté d'un «fonds d'urgence Covid-19». Le principe en a été approuvé lors du Conseil du 10 octobre 2020 ; il sera géré sous la

responsabilité du Bureau et du Secrétaire général. Il a pour but de soutenir en priorité des partenaires dont le fonctionnement même pourrait être menacé par la crise sanitaire, puisqu'ils pourraient perdre une partie de leur personnel faute de pouvoir le rétribuer. Et ce fonds d'urgence est financé notamment par le report de financements destinés à des missions qui n'ont pu avoir lieu, pour cause de fermeture des frontières. Parmi les premiers bénéficiaires figurent une demi-douzaine d'institutions avec lesquelles le Défap est en lien, présentes notamment en Afrique centrale, mais aussi dans l'océan Indien.

Au-delà de ce fonds, qu'en est-il aujourd'hui des relations par-delà les frontières ? Et qu'en est-il d'un organisme comme le Défap, dont le cœur de mission (qu'on l'écrive avec « m » ou avec « M ») est justement, dans le monde protestant, d'entretenir les liens entre Églises d'ici et de là-bas, «du bout du banc au bout du monde» ? Face à des déplacements internationaux réduits au strict minimum, là encore, il a fallu s'adapter pour maintenir les relations. Que ce soit à travers les envoyés (en dépit des retours anticipés pour cause de crise sanitaire, le Défap a encore aujourd'hui une vingtaine d'envoyés en mission longue, VSI ou pasteurs, présents dans une douzaine de pays) ou par les contacts directs avec des partenaires institutionnels (Églises ou œuvres d'Église, centres de formation théologique...). Avec l'idée que ces relations représentent une richesse à préserver. Plus que jamais, en ces périodes de restriction des déplacements, entretenir les liens est nécessaire pour éviter la tentation du repli.

Retour de mission à l'heure du Covid-19

Pour cette année 2020, c'est une «session retour» inhabituelle qui s'est tenue du 3 au 4 octobre au 102 boulevard Arago, à l'heure où les préoccupations sanitaires liées à la pandémie de Covid-19 influent fortement sur les possibilités de se déplacer à l'étranger.



La photo de groupe de la session retour 2020 © Défap

Ils étaient onze, ces 3 et 4 octobre, à participer à la «session retour» 2020 des envoyés du Défap : un rendez-vous organisé chaque année au cours du premier week-end d'octobre, faisant écho à la «formation au départ» qui se déroule, elle, au cours du mois de juillet. Ils revenaient de Madagascar, du Cameroun, de Tunisie et même d'Inde (à travers les «associations portées» auxquelles le Défap apporte un soutien administratif et en termes de formation) : en tout, une demi-douzaine de pays, dans lesquels ils et elles étaient

partis pour assurer des missions dans les domaines de la santé, de l'enseignement... Avec une caractéristique qui aura largement marqué cette année 2020 : la pandémie de Covid-19 et les restrictions prises partout dans le monde pour l'endiguer.

Pour cette session 2020, la première spécificité aura donc été le retour anticipé des envoyés : les participants réunis les 3 et 4 octobre au 102 boulevard Arago avaient ainsi eu le temps de commencer leur réadaptation et de préparer la suite de leur parcours. Deuxième spécificité : les mesures sanitaires, qui après avoir marqué la période de la fin des missions et celle du retour en France, se seront aussi invitées lors des échanges, avec les masques de protection... Si les envoyés de retour ont été invités, comme lors de chacune des sessions d'octobre, à présenter leur mission, ils se sont aussi impliqués dans la réalisation d'une vidéo destinée à servir d'outil de communication du Défap.

Une expérience qui marque une vie...

avec ou sans Covid

Car si les mesures sanitaires sont aujourd'hui la contrainte la plus visible qui pèse sur les engagements à l'international (les déplacements demeurent limités, certaines frontières restent fermées ou rouvrent au compte-gouttes, et les programmes d'envoi ont dû intégrer l'incertitude de l'évolution de ces mesures), la pandémie de Covid-19 ne doit pas masquer les changements profonds qu'a connu, au fil des années, le contexte dans lequel se situe l'engagement du Défap. Et précisément, les participants de la «session retour» ont fait part de leur conviction qu'il est toujours utile et pertinent de s'engager à l'international avec le Défap. Ce qu'ils ont découvert sur leurs lieux de mission, au sein des Églises ou des structures liées aux Églises qui les accueillait, c'est la richesse d'un apprentissage interculturel réciproque, loin de toute relation néo-colonialiste ou post-coloniale. Au bout de cinquante ans d'échanges, partir avec le Défap reste toujours autant d'actualité. Et reste une expérience toujours aussi formatrice, ainsi qu'un moment fort susceptible de marquer toute une vie...



Un aperçu des échanges lors de la session retour 2020 © Défap

Ces anciens envoyés pourront d'ailleurs revenir prêter main-forte au Défap et apporter leur témoignage dans d'autres contextes. Pour garder le contact, Laura Casorio, responsable du service Relations et Solidarités Internationales, a ainsi évoqué la prochaine rencontre des acteurs chrétiens de la solidarité internationale, prévue les 13 et 14 novembre prochains à Sainte-Foy-Lès-Lyon, et la prochaine course solidaire «Hope 360», qui se tiendra fin avril à Valence : deux événements organisés par le collectif Asah, dont fait partie le Défap. Lors de la première édition de «Hope 360», qui avait eu lieu il y a un an presque jour pour jour, en octobre 2019, le Défap avait ainsi fait appel à d'anciens envoyés pour soutenir le projet qu'il présentait : le soutien à un hôpital de Bafia, au Cameroun, appartenant aux œuvres de santé de l'Église Presbytérienne Camerounaise... Florence Taubmann, pour le service «Animation France», a évoqué pour sa part deux moments clés pour lesquels les anciens envoyés pourront être à nouveau sollicités par le Défap : les

«Ateliers de la Mission», prévus en avril prochain (sachant que la dimension de l'interculturel aura nécessairement une importance croissante dans la manière dont se vivra la Mission de demain), et les 50 ans du Défap.

À noter toutefois que si les mesures sanitaires liées à la pandémie de Covid-19 ont pu précipiter le retour d'envoyés qui devaient normalement revenir en France au cours de l'année, le Défap a encore des envoyés en mission longue, sous statut VSI (Volontaires de Solidarité Internationale) ou bien pasteurs, dans plus d'une douzaine de pays. Dans leur cas, frontières fermées ou pas, la mission se poursuit.

Trente ans de relations Défap/Secaar sur Fréquence Protestante

Les actions du Défap se conçoivent avant tout au sein d'un écosystème fait d'Églises et d'institutions liées aux Églises. Exemple avec le Secaar (Service Chrétien d'Appui à l'Animation Rurale), dont le Défap est l'un des membres fondateurs, et qui regroupe aujourd'hui 19 Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe. Développement holistique, charte de genre, compensation carbone : sur Fréquence Protestante, les deux délégués du Défap au Secaar, Laura Casorio et François Fouchier, ont détaillé quelques-uns des enjeux de ce réseau.



Le bureau du Secaar

Depuis l'origine, la notion de réseau est une part fondamentale de l'identité du Défap : sa création en 1971 a coïncidé avec celle de la Cevaa, Communauté d'Églises en Mission au sein de laquelle prennent place une large part de ses actions ; il se présente comme le service missionnaire commun de plusieurs Églises protestantes de France (actuellement trois, depuis les créations de ces deux unions d'Églises que sont l'UEPAL et de l'EPUdF, mais leur nombre est allé jusqu'à cinq) ; et il entretient depuis longtemps des relations étroites avec nombre de partenaires associatifs dans le monde protestant. Ses projets, qu'ils se développent dans le domaine de la santé ou de l'enseignement, les rencontres qu'il permet, à la fois par l'envoi et par l'accueil de personnes, ont essentiellement pour but d'entretenir le lien entre Églises par-delà les frontières. Il a contribué à la création d'organismes très divers, toujours dans le monde protestant, avec à chaque fois ce même souci de maintenir le lien et les relations solidaires. Une conception qui permet au Défap d'être présent en de nombreux lieux, et partie prenante de nombre d'actions – même si cette présence reste parfois

discrète.

Exemple avec le Secaar. Le Secaar, c'est déjà une trentaine d'années d'histoire et d'expériences, une approche bien spécifique mêlant étroitement spiritualité et solidarité ; et c'est aussi une organisation dont le Défap est membre fondateur, et avec lequel il entretient des liens suivis. Le Défap a ainsi deux délégués au sein du Secaar : Laura Casorio, responsable des envoyés au sein de l'équipe des permanents du Service Protestant de Mission, et François Fouchier. Ils apportent, l'une son expérience de l'envoi de personnes, l'autre ses préoccupations environnementales et son expérience du développement durable, et plus particulièrement en tant que délégué régional du Conservatoire du Littoral. Tous deux ont eu l'occasion de revenir sur les spécificités du Secaar à l'occasion de «Courrier de Mission», l'émission du Défap sur Fréquence Protestante, le 23 septembre dernier.

Le Secaar, avec Laura Casorio et François Fouchier

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 23 septembre 2020 sur Fréquence Protestante

Au cours de cette émission, les deux délégués du Défap au Secaar ont ainsi pu revenir sur l'aspect novateur de ce réseau, qui regroupe aujourd'hui 19 Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe. Avec par exemple toute sa réflexion sur le développement holistique – une terminologie qui se réfère à des préoccupations que d'autres milieux d'Églises regroupent aussi sous le terme de «Mission intégrale». Le Secaar s'efforce en effet de promouvoir une vision dans laquelle les questions liées à l'économie et au développement sont en prise directe avec les questions de spiritualité : les deux ne s'opposent pas ; l'être humain est envisagé dans sa globalité, avec des besoins à la fois matériels et spirituels. Une perspective qui explique à la

fois le mode de fonctionnement et nombre d'activités du Secaar : le réseau s'implique dans des actions de lutte contre la pauvreté, dans l'accompagnement d'organismes et de communautés qui s'engagent concrètement dans la protection de l'environnement, dans la promotion d'une agriculture durable, dans le respect de la dignité humaine... Dans son fonctionnement, il a dès son origine refusé tout déséquilibre entre ses partenaires du Nord et du Sud, ce qui s'est traduit dans sa gouvernance : chaque organisme participant a une voix, le siège du Secaar a été volontairement placé en Afrique, au Togo... Comme le souligne le Suisse Roger Zürcher, qui fut vice-président du réseau, «le plus souvent, les ONG du Nord possèdent des branches en Afrique. Le Secaar, lui, a de longue date son bureau à Lomé, et c'est une volonté de mettre plus de forces là-bas qu'ici». L'accent mis sur la dignité humaine s'est aussi traduit par la volonté d'intégrer dans ses statuts l'égalité des femmes et des hommes, mais aussi par la rédaction d'une charte que le Secaar a demandé à ses membres et partenaires d'entériner.

Les actions du Secaar se déploient ainsi selon cinq axes de travail : le développement intégral (considérer l'être humain comme une créature avec des besoins matériels mais également relationnels et spirituels), l'agroécologie (maintenir les équilibres des écosystèmes), le climat et l'environnement (système alimentaire mondial plus juste, avec respect de l'environnement), les droits humains (promotion de la dignité humaine et accès équitable aux ressources), et la gestion de projet (accompagnement et/ou suivi). Au-delà de son soutien aux ONG ou Églises membres, le Secaar cherche à apporter une réflexion théologique aux acteurs de développement et une réflexion sur le développement aux théologiens. Des actions pour lesquelles il travaille en collaboration régulière avec le Défap et son homologue suisse, DM-échange et mission : le Défap a, par exemple, envoyé la bibliste Christine Prieto pour travailler sur un cycle de formations bibliques, qui a abouti à l'édition d'un ouvrage conçu pour aider des groupes à

réfléchir sur la question du développement dans une perspective biblique. DM fournit pour sa part un appui régulier à la communication du Secaar.

Retrouvez ci-dessous quelques témoignages en vidéo illustrant la diversité des actions et des partenariats du Secaar :

Nouvelle-Calédonie : une Nation pour tous

Ce texte, que nous diffusons à l'approche du référendum du 4 octobre 2020 en Nouvelle-Calédonie, a été rédigé par le Pasteur Daniel WEA, de l'Église Protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie. Un texte qui reste marqué par la volonté de défendre l'identité Kanak – un sujet tellement sensible qu'il a largement influé sur la composition du corps électoral pour ces référendums d'autodétermination. Un texte qui se veut aussi politiquement engagé, et qui va au-delà des positions

affichées aujourd'hui par l'EPKNC. Il ne se prétend pas porteur d'un discours officiel de son Église ; mais il est révélateur des évolutions et des interrogations qui l'ont traversée et la travaillent encore aujourd'hui, face à une société certes multiculturelle, mais divisée et où les Kanaks cherchent encore leur place, et où le «destin commun» évoqué par le préambule de l'Accord de Nouméa reste encore à construire.



*Août 2017 : lors du synode de l'EPKNC en Nouvelle-Calédonie ©
Défap*

Nous sommes originaires d'un pays où la terre est mère nourricière mais où la terre-mère continue depuis la nuit des

temps à dissimuler des vestiges de son histoire à ses enfants. Une terre d'accueil qui porte encore en elle des stigmates douloureux du passé et qui ne cesse de porter les inégalités et les injustices humaines à l'heure où on veut construire un avenir meilleur pour nos enfants.

À la veille du référendum du 4 octobre 2020 pour le « OUI » ou « NON » à l'indépendance de la Kanaky Nouvelle-Calédonie, le peuple de Dieu, habitant sur cette terre nourricière, est divisé entre deux groupes politiques représentant le clivage classique entre la droite représentée par les non-indépendantistes et la gauche par les indépendantistes. Deux groupes politiques qui s'opposent depuis 1946, la fin du régime de l'indigénat et des modalités du travail forcé mises en place par l'État français en 1887.

L'histoire de la Kanaky Nouvelle-Calédonie a été jonchée de périodes difficiles et douloureuses depuis la prise de possession de notre pays par l'État français en 1853.

Depuis, des hommes et des femmes, par leur foi en l'Évangile de Jésus-Christ avant tout et celle en leurs capacités humaines tout simplement, se sont toujours engagés à accompagner au mieux le peuple de Dieu dans ces traversées de désert.

Dans ces temps de confusion et de troubles, l'Église EPKNC a toujours relevé le défi d'accomplir sa mission d'accompagnement du peuple au travers des mots, gestes, messages, postures, mutations, développement et émancipation, grâce aux hommes et aux femmes auxquels Dieu a suscité une mission évangélique et sociale dans le pays.

La civilisation occidentale, et le développement socio-économique qu'apporte la colonisation en Nouvelle-Calédonie, génèrent inévitablement des clivages et des fractures sociales dans la population et notamment autochtone. Dans les années 1970, L'Église Évangélique en Nouvelle-Calédonie et aux Îles

Loyauté s'inquiète du devenir de son pays et du bien-être de ses hommes et femmes, enfants de Dieu. Et en 1979, lors de son Synode à Guarou, Houaïlou, elle prend position pour l'indépendance de la Kanaky Nouvelle-Calédonie.

À la suite de cette prise de position pour l'indépendance en passant par la période de troubles et de révoltes (couramment appelée « les événements ») de la population locale indépendantiste des années 80, et jusqu'à aujourd'hui, l'EENCIL a toujours joué un rôle important dans l'accompagnement du peuple de Dieu, dans la médiation entre les uns et les autres pour une stabilité sociale et économique, en référence à Christ et à son Évangile.



© WEA Kuanene Daniel

Dans sa démarche évangélique et son implication dans la vie sociale, culturelle, politique et syndicale dans le pays, l'EENCIL a œuvré avec les autres communautés chrétiennes,

comme l'Église Catholique locale, pour la réconciliation des familles, des clans, des villages, et tout simplement des hommes et des femmes qui les composent, en veillant à leur restituer leurs droits, quelle que soit la couleur de leur peau.

À l'heure où les deux blocs politiques opposés s'acharnent encore à choisir le nouveau nom au pays, l'EENCIL, durant son Synode de 2014, à Thuahaik Lifou, opte pour le changement de son nom et devient « Église Protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie ». Une démarche qui s'inscrit encore dans sa mission d'accompagnement en témoignant et proclamant autour d'elle qu'il y a un temps pour chaque chose. Il y a eu un temps où l'on a fait la guerre et il y a eu un temps pour la réconciliation et voici venir le temps de se tenir la main pour construire ensemble notre pays d'aujourd'hui pour demain. Par son nouveau nom, l'EPKNC affirme solennellement son soutien et son désir de s'impliquer avec sagesse, humilité et respect dans la construction de notre pays sans faire de distinction entre les hommes qui l'habitent, tous enfants de Dieu.

Aujourd'hui le pays a besoin de se construire avec les vraies valeurs humaines c'est-à-dire culturelle, chrétienne, et socio-politique, et pour ce faire, il a besoin d'hommes et de femmes capables de dépasser les clivages de la société pour rassembler et fédérer, pour unir dans la diversité, ce que peu d'hommes peuvent faire : renoncer, partager et dessiner des chemins de croissance.

Malheureusement, la réalité et l'actualité politique locales révèlent que le peuple de Dieu, enraciné sur cette terre nourricière, assiste passivement à un débat politique décevant, décourageant et désorienté.

Ainsi, plus que jamais, le peuple se trouve en attente d'une parole, d'une déclaration pour redonner confiance à la communauté kanak qui s'est émiettée et à la population

calédonienne en général. Les notions de « destin commun » ou de « citoyenneté commune » dont on espère l'émergence demeurent abstraites et insatisfaisantes, à notre sens. Chacun se réfugie derrière ses préoccupations, ses droits, négligeant en partie ses devoirs et ses obligations.

On a bien constaté chez nos politiciens non-indépendantistes et indépendantistes durant les dernières élections, l'absence totale d'une volonté d'unité politique pour construire l'avenir du pays et le destin commun tant clamé dans les discours et l'acharnement à la victoire exclusive.

Il nous paraît souvent triste de constater la pauvreté de la sémantique politique locale d'une part et d'autre de l'échiquier politique. Nombre d'entre eux, hommes et femmes, ont tendance à négliger le facteur humain et font apparaître qu'ils l'ont exclu de leur engagement et de leur combat politiques.

Il reste donc essentiel, pour que nos responsables politiques puissent mener humainement leur exercice, que l'Église accomplisse sa mission de veiller et de scruter, à tout moment, les signes des temps et de les interpréter à la lumière de l'Évangile, de telle sorte qu'elle puisse répondre, de la manière la plus adaptée possible à la réalité contextuelle, aux questions existentielles des hommes sur leur présent et leur futur ainsi que sur leur « vivre ensemble ».

À mon sens, l'Église en général a le devoir, non seulement parce que c'est sa mission, mais encore parce qu'elle est aussi actrice de la construction de notre pays, d'encourager chacun à s'élever et se situer au-dessus de la mêlée.

À mon sens, en rapport avec le devenir de notre pays, nous devons continuer à inviter les uns et les autres à reprendre souffle pour une compréhension de l'homme dans sa totalité et ne pas nous laisser entraîner par la séduction de l'argent, qui devient facilement une idolâtrie dans la politique

économique actuelle et à nous inciter à bâtir une économie digne de l'humain ici dans notre pays. Nous devons veiller à préserver ou encourager les préoccupations d'ordre éthique en développant les notions de don et de gratuité au cœur même de l'économie. Cela pour répondre au scandale des inégalités économiques et sociales excessives entre les membres des familles humaines, afin de rechercher les conditions sociales qui permettront à notre communauté humaine, comme à chacun de ses membres de s'épanouir dans le bien et d'accéder au bonheur dans tout le pays.

À mon sens, pour ce faire, nous devons relever le défi de la foi et de la confiance en allons voter « OUI » le 4 Octobre pour l'indépendance de la Kanaky-Nouvelle Calédonie. J'estime que voter « OUI » c'est reconnaître le peuple Kanak premier occupant de cette terre et en droit de revendiquer son indépendance sur cette terre qui lui appartient. Aujourd'hui le Kanak ne peut accepter d'être toujours assisté et dominé par d'autres ethnies.

L'Évangile appelle « au soutien des opprimés ». Et comme nous rappelle la position de l'Église EPKNC en 1979, « la dimension universelle d'une Église nous rappelle que nous voulons être des responsables chez nous mais l'exigence évangélique nous demande aussi de respecter les minorités ».

La Kanaky appartenant historiquement au peuple Kanak, est devenue depuis Nainvilles-les-Roches le pays aussi des victimes de l'histoire.

Il est grand temps pour nous de faire chemin ensemble dans la construction de notre pays tout en respectant nos différences culturelles et politiques. L'indépendance est une solution pour réinventer une société en rapport avec le contexte culturel et social de notre future nation, la Kanaky-Nouvelle Calédonie, digne de l'Océanie. S'engager pour un pays libre c'est accepter d'être « acteur » dans la construction de notre future nation et de pouvoir créer des nouvelles passerelles

dans le Pacifique, dans l'Océanie et au niveau international car la liberté nous conduit à l'ouverture vers son prochain.

Que la paix de notre Seigneur vous accompagne et puisse aussi bénir notre pays la Kanaky-Nouvelle Calédonie.

Oleti *.

** Oleti signifie "merci" en Drehu, la langue Kanak la plus parlée en Nouvelle Calédonie*

Aymar Nkangou, du Congo-Brazzaville à Montbéliard

Le Service Protestant de Mission était largement représenté lors du culte de reconnaissance du ministère pastoral-ordination qui s'est déroulé le 13 septembre 2020 à Montbéliard. Une cérémonie qui a non seulement marqué l'aboutissement d'un long parcours pour le pasteur Aymar Nkangou, mais aussi mis en lumière le rôle joué par le Défap dans les relations entre Églises.



La cérémonie du 13 septembre à Montbéliard : au centre, face à l'assistance, le pasteur Aymar Nkangou © Défap

Lorsque, encore étudiant en théologie à Montpellier, il avait répondu à une sollicitation de Jean-Luc Blanc pour faire une présentation des projets du Défap, Anicet Aymar Nkangou Loulendo avait eu cette réflexion devant son auditoire : «Je suis, moi aussi, un projet du Défap.» Quelques années plus tard, ses études et sa période de proposanat achevées, le voilà pasteur de l'Église Protestante Unie de France ; et c'est une forme d'aboutissement qu'a connu ce projet, lors du culte de reconnaissance du ministère pastoral-ordination qui s'est tenu en ce 13 septembre 2020 à Montbéliard.

Le Défap y était largement représenté ; Aymar Nkangou avait d'ailleurs tenu à ce que cette présence soit bien visible. Étaient notamment présents Joël Dautheville, actuel président du Service Protestant de Mission, Jean-Luc Blanc, ancien secrétaire général (après avoir été longtemps à la tête du service Relations et Solidarités Internationales au sein du Défap) ; mais aussi des personnalités impliquées dans la Mission comme Silvia Ill, pasteure de l'Église protestante unie du Plateau lorrain, qui avant d'être directrice de stage

d'Aymar Nkangou, avait piloté un projet de fabrication de matériel de catéchèse pour l'Église protestante du Sénégal ; comme Laurent Loubassou, doyen de la faculté de théologie de Brazzaville ; comme Georges Massengo, qui fut pasteur à Brazzaville avant d'exercer son ministère au sein de l'EPUDF... «Tous les consacrans», note ainsi Jean-Luc Blanc, «étaient liés de près ou de loin au Défap». Avec en outre dans l'assistance bon nombre d'anciens paroissiens de l'Église Évangélique au Maroc (EEM), venus de toute la France et même de Monaco ; ainsi qu'une chorale congolaise constituée pour l'occasion... Un hommage appuyé au Défap a d'ailleurs été rendu, lors de cette cérémonie, par l'inspecteur ecclésiastique de la région Est-Montbéliard : le pasteur Élysé Mayanga Pangu... lui-même familier des instances du Service Protestant de Mission.

«J'ai trouvé au Défap des amis, des frères et des sœurs»



La cérémonie du 13 septembre à Montbéliard © Défap

Le Congo-Brazzaville, le Maroc, le Défap : trois étapes pour résumer le parcours de ce pasteur qui, à l'origine, s'était plutôt orienté vers des études de physique-chimie, avant d'obliquer vers l'informatique industrielle... En dépit de son implication au sein de la vie de l'Église, lui-même n'envisageait pas de s'orienter vers le ministère pastoral. Sa vocation est née, comme il le dit lui-même, «chemin faisant», au fil d'études de théologie suivies avec une passion grandissante. Il aura fallu pour cela des années de réflexion... et les encouragements de personnalités rencontrées notamment au Maroc, comme Jean-Luc Blanc, alors président de l'EEM. Pour ce dernier, «Aymar Nkangou est un fruit de la Mission à plusieurs niveaux : il est issu de l'Église Évangélique du Congo ; il a transité par la Côte d'Ivoire et l'Église Méthodiste, au sein de laquelle devait se mettre en place, grâce à Laurent Loubassou, une aumônerie des Congolais à Abidjan... Puis il est arrivé au Maroc où il est devenu un des piliers du mouvements de jeunesse de l'Église, avant d'être l'un des premiers à entamer des études de théologie à distance, auprès de la Faculté de Théologie Évangélique de Vaux-sur-Seine... Finalement, il est venu en France, avec le soutien du Défap, pour poursuivre ses études à l'Institut Protestant de Théologie, à Montpellier.»

«C'est au cours des années passées au Maroc, résume aujourd'hui le pasteur Aymar Nkangou, que j'ai appris à travailler dans l'Église. Une Église qui m'est apparue alors comme attentionnée, ayant le souci d'accompagner celles et ceux que le Seigneur appelle à les suivre... C'est là-bas que le Seigneur a mis sur ma route d'excellentes personnes qui m'ont aidé à discerner cet appel pour pouvoir y répondre. Par la suite, venant en France, j'ai trouvé au Défap des amis, des frères et des sœurs.»

Un parcours qui est aussi celui de divers étudiants en théologie, boursiers, qui, par le jeu des relations entre

Églises entretenues par le Défap, viennent compléter leurs études en France. Quand on évoque les «fruits de la Mission», ce n'est pas forcément ce type de situation qui vient en premier lieu à l'esprit ; mais dans une période où les Églises de France sont souvent confrontées à une douloureuse crise des vocations, ces pasteurs venus d'ailleurs, riches d'une ouverture sur le monde et d'une connaissance des relations interculturelles, représentent un apport inestimable. Leur proportion parmi les ministres en poste au sein de l'EPUDF est d'ailleurs en nette croissance ces dernières années.



La cérémonie du 13 septembre à Montbéliard © Défap

Appel à la solidarité pour le Liban

Au nom de sa foi et fort des nombreux liens qui l'unissent aux partenaires libanais, le protestantisme français dans son ensemble veut se mobiliser à la suite de l'explosion du 4 août qui a eu lieu Beyrouth.

FONDATION DU PROTESTANTISME



Par ses membres et toutes ses Églises, par ses œuvres, ses associations et ses fondations, il lance aujourd'hui un appel à don.

Plus qu'une aide ponctuelle, cette solidarité s'inscrit dans une longue histoire et un avenir à construire. Elle veut signifier la poursuite d'un témoignage commun, celui d'un christianisme engagé dans la société en vue de la consolation, de la réparation, et de la reconstruction d'une vie solidaire, démocratique et signe d'une espérance imprenable malgré toutes les épreuves.

[Donnez à Solidarité protestante](#)

Pour faire un don par chèque, l'envoyer à :

[Solidarité protestante](#)

Fondation du protestantisme

47 rue de Clichy, 75009 Paris

En précisant au dos de celui-ci « LIBAN » pour que les fonds soient correctement affectés.

Vous pouvez aussi lire le témoignage de Soledad sur le fil d'actualité de la page Facebook du Défap. Rentrée en France le 6 août, elle était en mission au Liban comme VSI Défap, en

collaboration avec la FEP (Fédération de l'entraide protestante) pour travailler au projet des couloirs humanitaires.

» Les oubliés du Pacifique

«

Le 6 avril dernier, le Vanuatu a été touché par le cyclone Harold. L'association Soutien à l'enseignement protestant en pays francophones (SEPF) lance un appel à don pour la réhabilitation des écoles. La SEPF, créée en 2003, est une association partenaire du Défap. Elle travaille en lien avec l'Union des Églises évangéliques libres de France (UEELF) membre de la FPF. Vous trouverez ci-dessous son communiqué de presse.



« **Dévastation totale au Vanuatu après le passage du puissant du cyclone Pam** », pouvait-on lire dans les médias le 14 mars 2015. « **Cyclone Harold : au Vanuatu, des dizaines de milliers de personnes ont perdu leur logement** », pouvait-on lire dans les mêmes médias le 14 avril 2020.

En 2015, Le cyclone Pam a largement occupé la scène, suscitant soutien et solidarité. En cette année 2020, la pandémie a mobilisé les médias et Harold et rapidement passé aux oubliettes. Pourtant Harold, qualifié par certain de véritable

« monstre cyclonique », a dépassé la puissance dévastatrice de Pam.

De plus, ce fut très compliqué pour les structures en lien avec cet archipel de pouvoir communiquer sur la situation et les besoins réels tant les échanges étaient difficiles voire impossibles avec leurs contacts isolés dans les îles « sans réseau ».

Qui, à ce jour, moins de deux mois après le désastre, a conscience de la détresse dans laquelle vit une partie de la population du Vanuatu ? Certes, il y eu très peu de victimes, et c'est heureux. Mais les rapports et les images difficilement parvenus montrent combien nos sœurs et frères méritent compassion, prière et soutien. Et cela commence par l'information.

Le CA de la SEPF, partenaire de la FELP (Fédération de l'Enseignement Libre Protestant au Vanuatu), a jugé opportun d'y contribuer en vous sollicitant et en mettant à votre disposition les quelques éléments et images dont nous disposons. Les photos nous ont été transmises avec autorisation de diffusion (et même encouragement à le faire !).

La SEPF, petite association aux moyens financiers très limités (son budget annuel est inférieur à 20 000 €) vient d'affecter une modeste somme en signe d'encouragement et de fraternité pour la reprise de la scolarité dans leur contexte rendu encore plus difficile par la pandémie.

Il est évident que la reconstruction nécessite une aide de grande envergure mobilisant des financeurs tant institutionnels que privés. Cela ressort d'un autre niveau de mobilisation !

Pour l'heure, il nous paraît nécessaire et urgent de partager et diffuser ces informations, particulièrement (pas exclusivement) dans nos réseaux « protestants ».

Exprimer à la Communauté Ni-Vanuatu le soutien fraternel des chrétiens « d'Europe » serait, sans aucun, doute fort apprécié.

Pour le CA de la SEPF,

Jean-Pierre CHARLEMAGNE
Trésorier

www.sepf.fr